



Solidaires, unitaires, démocratiques

SECTION SYNDICALE
RENAULT LARDY
1 ALLEE CORNUEL 91 510 LARDY
CTL L71 005
TEL : 01 76 87 01 76
PORT : 06 73 51 49 79
sudrenaultlardy@free.fr



septembre 2013

Retraites : un projet de loi dans la continuité de Fillon et Sarkozy !

**Mardi 10 septembre : toutes et tous en grève,
manifestations dans tout le pays !**

L'Union syndicale Solidaires (SUD) a été reçue le 27 août dernier par le Premier ministre. Le gouvernement prétend jouer la carte de la « concertation » et faire une « réforme difficile mais juste » ! Pour cela, il nous affirme que les efforts seront partagés et pour essayer de faire passer la pilule il propose quelques mesures concernant la pénibilité, les inégalités femmes/hommes ou la prise en compte des années d'étude. Ces mesures ne compenseront en rien les méfaits des réformes précédentes et les conséquences d'un nouvel allongement du nombre d'annuités.

Ce sont bien les salariés qui vont encore supporter la quasi totalité de l'effort en voyant leurs cotisations et leur nombre d'annuités augmenter. Car même si les cotisations employeurs augmenteront, le gouvernement s'est empressé de promettre au patronat une contre partie avec de prochaines exonérations de cotisations liées aux allocations familiales.

Une hypocrisie totale !

Le gouvernement indique qu'il ne touchera pas à l'âge légal de départ à la retraite actuel de 62 ans, mais il prévoit d'augmenter le nombre d'annuités : jusqu'à 43 annuités en 2035, à raison d'un trimestre tous les trois ans. Autant dire que la retraite à 60 ans, que le PS avait promis de rétablir, et même à 62 ans, n'existera plus pour personne. Qui, aujourd'hui, travaille à partir de 17 ou 19 ans pour cotiser ensuite sans interruption ? Cette réforme va immédiatement réduire les salaires et, de façon déguisée, les pensions de tous dès l'an prochain (5% par annuité manquante, 25 % maximum).. À terme, elle diminuera également les retraites, ou obligera les salariés à s'épuiser à la tâche, jusqu'à 63, 65 ou 67 ans.

Le gouvernement actuel poursuit donc la politique de ces prédécesseurs. Dans une situation où il y a près de 5 millions de chômeurs et chômeuses, où la moitié des salarié-es n'ont plus d'emploi au moment de faire valoir leur droit à la retraite, où l'espérance de vie en bonne santé stagne, voire commence à régresser, les projets du gouvernement sont inacceptables.

Pour sauver nos retraites : imposons des mesures radicales

Augmenter les salaires: c'est cotiser plus

Aujourd'hui les salaires représentent 67,8 % de la valeur ajoutée des entreprises, contre 74,2 % en 1983. Si cette part salariale était restée à son niveau de 1983, il y aurait aujourd'hui, pour nos retraites, 9,5 % de cotisations en plus soit 4,75 milliards d'Euros rien que pour le privé.

Embaucher: c'est plus de cotisants

L'emploi reste le principal moyen d'équilibrer les systèmes de retraite. Moins de chômage, c'est plus de cotisations sociales.

Travailler toutes et tous, impose de travailler moins. Pour financer les retraites il faut commencer par stopper les réductions d'effectifs dans les services publics et les entreprises privées. Comme par exemple chez Renault qui engrange tous les ans des bénéficiaires et qui compte supprimer 8000 postes d'ici 2016.

Faire payer les riches: c'est plus d'équité

Le gouvernement s'inquiète d'un déficit de la caisse de retraite de 20 milliards prévu en 2020. Mais 20 milliards, c'est le montant du cadeau que chaque année le gouvernement octroie au grand patronat avec le crédit impôt compétitivité. Il y a aussi les exonérations, sur les revenus distribués (dividendes, stock-options...). Les dividendes sont passés de 4,2% de la masse salariale en 1980 à 13,1 % en 2012. Ce n'est donc pas l'argent qui manque.

La politique actuelle du gouvernement qui, comme ses prédécesseurs, continue à, d'un côté, demander toujours plus à la population et, de l'autre, aider de plus en plus les grosses entreprises, ne sauve, ni nos emplois, ni nos retraites : elle ne sauve que les profits.

Les entreprises comme Renault, qui touchent des subventions, continuent à supprimer des emplois afin d'augmenter encore plus leurs marges. Elles vont ensuite dilapider cet argent en versant des dividendes et des salaires indécents ou le jouer en bourse pour mieux le voir s'envoler à chaque crash.

Continuer dans cette voie nous emmène directement dans le mur. C'est en nous mobilisant, en nous organisant, en ne comptant que sur nous même, que nous sauverons nos retraites.

*A l'appel des organisations syndicales **SUD** (solidaires), CGT, FO, et FSU*

Participons massivement à la journée de grève et de manifestation du mardi 10 septembre.

A Lardy les syndicats **SUD** et CGT mettent à votre disposition des transport collectifs pour se rendre à la manifestation Parisienne.

Inscrivez-vous à la descente de la cantine (5 €)

Départ devant le CTL à 13 H retour 18H maxi.

Départ de la manifestation à 14 heures, Place de la République, pour la Place de la Nation, par le Bd Voltaire